

POLITIQUE DE LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT D'ARGENT

1. Introduction

Bitfarms Ltd, ses filiales et ses sociétés affiliées (ci-après dénommées conjointement "**Bitfarms**" ou la "**Société**"), s'engage à maintenir les normes les plus élevées d'intégrité et de responsabilité dans ses affaires tout en cherchant à développer son activité et à améliorer la valeur pour les actionnaires. Les lignes directrices et les principes régissant la conduite des affaires de Bitfarms sont énoncés dans le Code de conduite et d'éthique (le « Code ») disponible à l'adresse www.bitfarms.com.

Cette politique de lutte contre le blanchiment d'argent ("AML") (la "**Politique**") établit l'engagement de Bitfarms à prévenir, à détecter et à signaler les activités de blanchiment d'argent en conformité avec toutes les lois et les réglementations applicables.

La politique de Bitfarms est de chercher à assurer la conformité avec toutes les exigences légales et réglementaires applicables relatives à l'activité de Bitfarms dans tous les aspects matériels. Bitfarms attend de tous les directeurs, responsables, employés, consultants et contractants (collectivement, les "**Représentants**") qu'ils participent activement au maintien de cette norme.

2. Objectifs de la Politique (champ d'application)

L'objectif de cette politique est de

- Établir des lignes directrices pour le respect des lois et des réglementations en matière de lutte contre le blanchiment d'argent.
- Réduire le risque d'implication de Bitfarms dans des activités de blanchiment d'argent.
- Fournir un cadre pour la détection et le signalement des activités suspectes.
- Protéger la réputation et l'intégrité de Bitfarms.

3. Définitions

- **Blanchiment d'argent:** Le processus de dissimulation de l'origine, de la propriété ou de la destination de l'argent obtenu illégalement ou de manière suspecte en le dissimulant dans des activités économiques légitimes afin de le faire paraître légal.
- **Activité Suspecte:** Toute activité ou transaction qui semble inhabituelle ou incompatible avec les activités professionnelles ou personnelles légitimes connues d'un client.

4. Déclaration de Politique Générale

Bitfarms s'engage à :

- Respecter toutes les lois et les réglementations applicables en matière de lutte contre le blanchiment d'argent dans les pays où nous opérons.
- Mettre en œuvre et maintenir des contrôles internes efficaces pour prévenir le blanchiment d'argent.
- Effectuer des évaluations de risques afin d'identifier les risques potentiels de blanchiment d'argent.
- Effectuer des contrôles préalables sur les partenaires commerciaux et les transactions.
- Signaler les activités suspectes aux autorités compétentes.

5. Responsabilités

Le conseil d'administration et les représentants sont responsables :

- superviser la mise en œuvre et l'efficacité de la présente politique

- Veiller à ce que des ressources suffisantes soient affectées à la conformité aux règles de lutte contre le blanchiment d'argent
- Favoriser une culture de la conformité dans l'ensemble de l'organisation.

Tous les représentants sont tenus

- Respecter la présente politique et les procédures qui s'y rapportent.
- Signaler rapidement toute activité suspecte.

Bitfarms procède à des évaluations régulières des risques afin d'identifier les risques potentiels de blanchiment d'argent dans ses opérations. Sur la base de ces évaluations, des mesures de diligence raisonnable appropriées sont mises en œuvre.

La présente politique s'applique à tous les représentants de la Société, et la réception par un représentant de la dernière version de la présente politique sera considérée comme l'acceptation par ce représentant d'être lié par ses conditions.

6. Conformité et Rapports

Les représentants sont tenus de prendre toutes les mesures raisonnables pour prévenir les violations de la présente politique, d'identifier et de soulever les problèmes potentiels dès que cela est raisonnablement possible et de demander des conseils supplémentaires si nécessaire. Pour toute question concernant cette politique, veuillez contacter legal@bitfarms.com.

Les violations présumées de la présente politique peuvent être signalées par l'intermédiaire de la plateforme indépendante de dénonciation de la société à l'adresse <http://bitfarms.ethicspoint.com> ou <http://bitfarmsmobile.ethicspoint.com> / ou par téléphone au numéro suivant :

- 1-844-992-4862 (sans frais, aux États-Unis, à Guam, à Porto Rico et au Canada).
- 008-11-800 puis 844-486-1618 (depuis le Paraguay)
- 0-800-222-1288 puis 1-844-486-1618 (depuis l'Argentine).

Ces canaux de signalement sont accessibles 24 heures sur 24, 7 jours sur 7.

Tous les représentants doivent se conformer aux lois, réglementations et règles de la juridiction où ils exercent leurs fonctions et où la société mène ses activités, en particulier en ce qui concerne les lois sur les pratiques de corruption. En cas d'incertitude, il convient d'obtenir un avis juridique compétent.

7. Signalement des Infractions

Toute personne ayant connaissance d'actions violant la présente politique doit le signaler à son supérieur hiérarchique. Toutefois, s'ils ne se sentent pas à l'aise pour discuter de la question avec leur supérieur, ou s'ils pensent que le supérieur n'a pas traité la question correctement, ils doivent soulever la question conformément à la politique de dénonciation de l'entreprise en utilisant les canaux de signalement mentionnés ci-dessus. Les représentants qui soulèvent des questions de bonne foi ne feront pas l'objet de mesures disciplinaires.

8. Conséquences d'une Violation de la Politique

Les violations avérées de la présente politique peuvent donner lieu à des mesures disciplinaires, y compris la résiliation de l'emploi ou des accords de consultation pour un motif valable et sans préavis. Les violations peuvent également enfreindre certaines lois, ce qui pourrait conduire à un renvoi aux autorités compétentes, qui pourrait entraîner des pénalités, des amendes ou des peines d'emprisonnement.

9. Certification Annuelle

Tous les représentants doivent fournir une certification annuelle de conformité à cette politique sous la forme jointe au code de conduite et d'éthique de Bitfarms.

Le directeur général et secrétaire général de Bitfarms est chargé de s'assurer que les certifications annuelles sont obtenues au plus tard à la fin du deuxième trimestre fiscal de chaque année pour tous les administrateurs, dirigeants, employés spécifiés, consultants spécifiés et contractants spécifiés et de fournir une confirmation écrite au conseil d'administration que ces certifications ont été obtenues et de résumer les résultats de ces certifications.

10. Révision de la présente politique

Le conseil d'administration révisera et évaluera cette politique annuellement, généralement sur une base annuelle, afin de déterminer son efficacité à assurer la conformité de Bitfarms avec les lois applicables et à garantir que les activités et les affaires de la société sont menées avec honnêteté, intégrité et conformément aux normes éthiques et juridiques les plus élevées.

Daté: 7 mars 2025

Approuvé par: Conseil d'administration

ANTI-MONEY LAUNDERING POLICY

1. Introduction

Bitfarms Ltd., its subsidiaries, and affiliated companies (hereinafter jointly referred to as “**Bitfarms**” or the “**Corporation**”), is committed to maintaining the highest standards of integrity and accountability in its business affairs while seeking to grow its business and enhance shareholder value. The guidelines and principles governing Bitfarms’ business conduct are set out in the Code of Business Conduct and Ethics (the “Code”) available at www.bitfarms.com.

This Anti-Money Laundering (“AML”) Policy (the “**Policy**”) establishes Bitfarms’ commitment to preventing, detecting, and reporting money laundering activities in compliance with all applicable laws and regulations.

It is Bitfarms’ policy to seek to ensure compliance with all applicable legal and regulatory requirements relating to Bitfarms’ business in all material respects. Bitfarms expects all directors, officers, employees, consultants and contractors (collectively, the “**Representatives**”), to participate actively in maintaining this standard.

2. Objectives of the Policy (Scope)

The purpose of this Policy is to:

- Establish guidelines for compliance with AML laws and regulations.
- Minimize the risk of Bitfarms’ involvement in money laundering activities.
- Provide a framework for detecting and reporting suspicious activities.
- Protect Bitfarms’ reputation and integrity.

3. Definitions

- **Money Laundering:** The process of concealing the origin, ownership, or destination of illegally or suspiciously obtained money by hiding it within legitimate economic activities to make it appear legal.
- **Suspicious Activity:** Any activity or transaction that seems unusual or inconsistent with a customer’s known legitimate business or personal activities.

4. Policy Statement

Bitfarms is committed to:

- Complying with all applicable AML laws and regulations in our operating jurisdictions.
- Implementing and maintaining effective internal controls to prevent money laundering.
- Conducting risk assessments to identify potential money laundering risks.
- Performing due diligence on business partners, and transactions.
- Reporting suspicious activities to the appropriate authorities.

5. Responsibilities

The Board of Directors and Representatives are responsible for:

- Oversee the implementation and effectiveness of this Policy
- Ensure adequate resources are allocated for AML compliance
- Foster a culture of compliance throughout the organization.

All Representatives shall:

- Adhere to this Policy and related procedures.
- Report suspicious activities promptly.

Bitfarms shall conduct regular risk assessments to identify potential money laundering risks in its operations. Based on these assessments, appropriate due diligence measures shall be implemented.

This Policy applies to all Representatives of the Corporation, and receipt by a Representative of the latest version of this Policy will be deemed to constitute such Representative's acceptance and agreement to be bound by its terms.

6. Compliance and Reporting

Representatives are required to take all reasonable steps to prevent violations of this Policy, identify and raise potential issues as soon as reasonably practicable, and to seek additional guidance when necessary. For questions about this Policy, contact legal@bitfarms.com.

Suspected violations of this Policy may be reported through the Corporation's independent whistleblower platform at <http://bitfarms.ethicspoint.com> or <http://bitfarmsmobile.ethicspoint.com> / or by telephone at:

- 1-844-992-4862 (toll-free, within the United States, Guam, Puerto Rico and Canada).
- 008-11-800 then dial 844-486-1618 (from Paraguay)
- 0-800-222-1288 then dial 1-844-486-1618 (from Argentina).

These reporting channels are accessible 24 hours a day, 7 days a week.

All Representatives must comply with the laws, regulations, and rules of the jurisdiction where they carry out their business duties and where the Corporation conducts its business activities, particularly regarding corrupt practices laws. Where uncertainty exists, competent legal advice should be obtained.

7. Reporting Violations

Any person who becomes aware of actions that violate this Policy must report it to their immediate supervisor. However, if uncomfortable discussing the matter with their supervisor, or if they believe the supervisor hasn't dealt with the matter properly, they should raise the matter in accordance with the Corporation's Whistleblower Policy using the reporting channels mentioned above. Representatives who raise concerns in good faith will not face disciplinary action.

8. Consequences of Policy Violation

Proven violations of this Policy may lead to disciplinary action, including termination of employment or consulting arrangements with cause and without notice. Violations may also breach certain laws, potentially resulting in referral to appropriate authorities, which could lead to penalties, fines or imprisonment.

9. Annual Certification

All Representatives, shall provide annual certification of compliance with this Policy in the form attached to Bitfarms' Code of Business Conduct and Ethics.

The Chief Executing Officer and Corporate Secretary of Bitfarms shall be responsible for ensuring that annual certifications are obtained on or before the end of the second fiscal quarter of each year for all directors, officers, specified employees, specified consultants and specified contractors and for providing written confirmation to the Board of Directors that such certifications have been obtained and summarizing the results thereof.

10. Review of this Policy

The Board shall review and evaluate this Policy annually, generally on an annual basis to determine its effectiveness in ensuring Bitfarms compliance with applicable laws and to ensure that the Corporation's business and affairs are conducted with honesty, integrity and in accordance with the highest ethical and legal standards.

Dated:	March 7, 2025
Approved by:	Board of Directors

POLÍTICA CONTRA EL LAVADO DE DINERO

1. Introducción

Bitfarms Ltd., sus subsidiarias y empresas afiliadas (en adelante denominadas, en forma conjunta, “**Bitfarms**” o la “**Empresa**”) se comprometen a mantener los más altos estándares de integridad y confiabilidad en sus negocios y, al mismo tiempo, buscar el crecimiento de su actividad comercial y mejorar el valor accionario. Las pautas y los principios que deben regir la conducta comercial de Bitfarms se establecen en el Código de conducta y ética comercial (el “Código”) que se puede consultar en www.bitfarms.com.

La presente Política (la “**Política**”) contra el Lavado de Dinero (“**AML**”) establece el compromiso de Bitfarms en la prevención, detección e información de actividades de lavado de dinero, en cumplimiento de todas las leyes y reglamentaciones aplicables.

La política de Bitfarms es garantizar el cumplimiento de todos los requisitos legales y regulatorios que resultan aplicables a sus negocios, en todos sus aspectos relevantes. Bitfarms espera que todos los miembros del Directorio, funcionarios, empleados, consultores y contratistas (en forma conjunta, los “**Representantes**”) participen de manera activa en el sostenimiento de este estándar.

2. Objetivos de la Política (Alcance)

El objetivo de esta Política es:

- Establecer pautas para el cumplimiento de las leyes y reglamentaciones contra el lavado de dinero.
- Minimizar el riesgo de participación de Bitfarms en actividades de lavado de dinero.
- Ofrecer un marco para la detección y denuncia de actividades sospechosas.
- Proteger la reputación y la integridad de Bitfarms.

3. Definiciones

- **Lavado de dinero:** proceso mediante el cual se oculta el origen, la propiedad o el destino de fondos obtenidos de manera ilícita o sospechosa, integrándolos en actividades económicas legítimas para que parezcan legales.
- **Actividad sospechosa:** cualquier actividad o transacción que parezca inusual o inconsistente con las actividades comerciales o personales, conocidas y legítimas de un cliente.

4. Declaración de la Política

Bitfarms se compromete a:

- Cumplir con todas las leyes y reglamentaciones aplicables contra el lavado de dinero en las jurisdicciones en las cuales desarrolla sus operaciones.
- Implementar y mantener controles internos eficaces a fin de prevenir el lavado de dinero.
- Realizar evaluaciones de riesgo con el propósito de identificar posibles amenazas de lavado de dinero.
- Llevar a cabo procesos de diligencia debida (*due diligence*) en socios comerciales y transacciones.
- Denunciar actividades sospechosas a las autoridades competentes.

5. Responsabilidades

El Directorio y los Representantes son responsables de:

- Supervisar la implementación y la eficacia de la presente Política.
- Asegurar que se asignen los recursos necesarios para cumplir con la normativa de lavado de dinero (AML).
- Fomentar una cultura de cumplimiento en toda la organización.

Todos los Representantes deben:

- Cumplir con esta Política y sus procedimientos relacionados.
- Denunciar a la brevedad toda actividad sospechosa.

Bitfarms llevará a cabo evaluaciones periódicas de riesgo con el propósito de identificar posibles amenazas de lavado de dinero en sus operaciones. En base a dichas evaluaciones, Bitfarms implementará las medidas de diligencia debida que considere adecuadas.

Esta Política se aplica a todos los Representantes de la Empresa. Se considerará que, al recibir la última versión de la presente Política, los Representantes aceptan sus términos y acuerdan estar sujetos a ellos.

6. Cumplimiento y denuncias

Los Representantes deben implementar todas las medidas razonables para evitar violaciones a la presente Política, para identificar e informar cualquier posible irregularidad, tan pronto como resulte razonablemente posible, y solicitar asesoramiento adicional cuando corresponda. En caso de alguna inquietud sobre esta Política, contáctese con legal@bitfarms.com.

En caso de sospecha de violación a la presente Política, deberá presentarse la denuncia correspondiente a través de la plataforma de denuncias independiente de la **Empresa** disponible en <http://bitfarms.ethicspoint.com/> o <http://bitfarmsmobile.ethicspoint.com/>, o bien por teléfono llamando a los siguientes números:

- 1-844-992-4862 (llamada gratuita dentro de los Estados Unidos, Guam, Puerto Rico y Canadá).
- 008-11-800 y luego marque 844-486-1618 (desde Paraguay)
- 0-800-222-1288 y luego marque 1-844-486-1618 (desde Argentina).

Estos canales de denuncias se encuentran habilitados las 24 horas del día, los 7 días de la semana.

Todos los Representantes deben cumplir las leyes, reglamentaciones y normas de la jurisdicción en la cual desarrollan sus actividades y donde la Empresa lleva a cabo su operación comercial. Asimismo, deben prestar especial atención a las leyes relacionadas con prácticas corruptas. Ante cualquier duda, se recomienda obtener asesoramiento legal competente.

7. Denuncia de violaciones a la presente Política

Cualquier persona que tenga conocimiento de acciones que violen la presente Política, deberá denunciarlas a su supervisor inmediato. No obstante, si la persona experimenta cierta incomodidad al tratar el tema en cuestión, o si considera que su supervisor no ha abordado la situación de manera adecuada, deberá informar la misma a través de los canales de denuncias indicados anteriormente, conforme se establece en la Política de Denuncias de la Empresa. Los Representantes que planteen inquietudes de buena fe no estarán sujetos a acciones disciplinarias.

8. Consecuencias de la violación a la presente Política

Las violaciones comprobadas a la presente Política podrían dar lugar a acciones disciplinarias, incluida la finalización de la relación laboral o de un acuerdo de consultoría, con causa y sin previo aviso. Asimismo,

dichas violaciones podrían constituir incumplimientos de ciertas leyes, lo cual podría derivar en la remisión del asunto a las autoridades competentes e implicar sanciones, multas o pena de prisión.

9. Certificación anual

Todos los representantes deben presentar una certificación anual de cumplimiento de la presente Política, en el formulario adjunto al Código de Conducta y Ética Comercial de Bitfarms.

El Director Ejecutivo y el Secretario de Bitfarms serán los responsables de garantizar que, a más tardar al cierre del segundo trimestre fiscal de cada año, se obtengan las certificaciones anuales de todos los miembros del Directorio, funcionarios, empleados designados, consultores designados y contratistas designados. Asimismo, deberán presentar al Directorio una confirmación escrita que acredite la obtención de dichas certificaciones, las cuales incluirán un resumen de sus resultados.

10. Revisión de esta Política

El Directorio revisará y evaluará esta Política una vez al año, a fin de determinar su efectividad para garantizar el cumplimiento, por parte de Bitfarms, de la normativa legal aplicable y para asegurar que los negocios y actividades de la Empresa se lleven a cabo con honestidad, integridad y de conformidad con los más altos estándares éticos y legales.

Fecha: 7 de marzo de 2025

Aprobada por: El Directorio